

Hommage à
notre confrère
Alfred KOLANI



Santé :
**Un hôpital ultra
moderne bientôt
en pleine capitale**

P.3

Interview Dr IHOU David :
Dr IHOU David :
**« La C14 devrait
avoir au moins
35 Députés si... »**

P.4

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0414 du Mercredi 13 Février 2019 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

L'erreur politique est aussi humaine

Les partis membres de la Coalition des 14 partis politiques sont comme des prisonniers enchaînés dans une caverne. Tout en sachant que boycotter le recensement et les législatives était une erreur, aucun n'a levé le petit doigt ne serait-ce qu'attirer l'attention de ses compères sur le naufrage collectif qui se profilait à l'horizon après les législatives du 20 décembre. Tout le monde s'accorde à dire que c'est un recule s'agissant des principaux partis comme l'ANC, le CAR ou encore l'ADDI tous anciens partis de l'opposition parlementaire obligés aujourd'hui de jouer le rôle de partis extra parlementaires.

Au lendemain des événements du 17 août, une coalition contre nature a vu le jour c'était bien loin d'être une initiative inédite. L'histoire politique des années 90 à nos jours nous fournit à satiété des exemples de coalition et regroupements politiques qui se font et se défont au gré des événements. Du COD, COD2 en passant par le FRAC, la Coalition Arc en ciel, CAP 2015 et la dernière en date la C14, le dénominateur commun reste le même : l'échec.

Errare humanum est, il est dans la nature de l'homme de se tromper, c'est aussi valable pour les formations politiques prises individuellement ou en coalition. Mais attention à ne persister dans l'erreur. Se tromper est une chose mais reconnaître qu'on s'est trompé en est une autre. Après le rendez-vous manqué du 20 décembre, la C14 réfléchi en ce moment à la nouvelle stratégie à adopter pourquoi pas ?

Au demeurant, il est nécessaire de reconnaître les échecs passés avant l'expérimentation de toute autre nouvelle méthode pourvu qu'elle soit vraiment inédite. Les locales sont une certitude, la présidentielle de 2020 une réalité. Il est important pour la C14 de faire profil bas en entrant en discussion avec le pouvoir en vue de régler quelques détails qui peuvent l'être. Qui veut voyager loin ménage sa monture et le plus tôt serait le mieux.

Le Directeur de Publication

Lute contre la crise alimentaire dans l'espace CEDEAO :



Vers une réserve régionale de sécurité alimentaire

P.5

Désengorgement du port de Lomé:

**Un nouveau
parking de
50 ha en projet**

P.6

Lutte contre la corruption
et infractions assimilées :

**HAPLUCIA ira-t-elle
jusqu'au bout ?**

P.2



2 Actualité

Pharmacies de garde à Lomé Semaine du 11/02/2019 au 18/02/2019

Ste RITA : Rue pavée, Doulassamé - Face Hôtel SANA 22 20 90 16
BON PASTEUR : 38, Av. Libération 22 21 13 67
N-D de MEDJ : Boulevard du 13 Janvier, Angle rue Gaïtou - Face Byblos 22 35 20 02
CRISTAL : Boulevard Houphet Boigny 22 20 90 91
CHATEAU D'EAU : Près Château d'eau de BE 22 21 57 51
EMMANUEL : Face MIVIP Av. Duisburg Kodjoviakopé 22 21 30 98
St KISITO : Bd. de la Kara près du Bar TAMTAM 22 21 99 63
AVE MARIA : Face ENSF (Ecole Nationale des Sages Femmes), près du CHU Tokoin 22 22 33 01
PROSPERITE : Située sur le Bd Eyadéma entre l'immeuble AUBA et la Direction de la Police Judiciaire (DPJ) 23 38 84 25
PEUPLE : Marché NUKAFU 22 26 84 22
GBEZE : Boulevard Jean Paul II 22 26 32 61
NOTRE DAME : Sise au 578 rue assiyéy derrière le marché d'Hedzranawoe, en face de la piscine Atlantide 96 32 97 51
KOUESSAN : En face du stade de Kegué 96 80 10 01
FIDELIA : Bè-Kpota, Route d'Attigou, près de l'hôtel "LE REFERENTIEL" 22 71 95 95
SARAH : Près du centre de santé d'Adakpamé 22 27 09 25
ELI-BERECA : Route d'Adidogomé, Immeuble SIKOVIC face bureau de Poste 99 91 13 42
LA REFERENCE : Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyéy, à côté du bar Madiba 22 51 12 12
BONTE : Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol 93 95 80 78
ENOULI : Station d'Agbalepedogan 22 25 90 68
Notre Dame de LOURDES : Agoe Anome, carrefour "Deux lions" près de l'église des Assemblées de Dieu 22 55 19 64
SOLIDARITE : Rue Avédji vakpossito - Près de la Station Total Totsi 22 50 37 07
JAHNAP : A côté de l'EPP Gakli, Djidjolé-Gakli, immeuble Favo 22 51 22 86
ORCHIDEE : LLEO 2000 22 51 30 40
APOLLON : Face complexe scolaire Makafui - Non loin du carrefour des hirondelles - Avédji 70 41 01 07
LA GRÂCE : Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUNAGIP Agoè 22 25 91 65
ESPACE VIE : Agoe Logopé, face bar Plaisir 2003 99 85 89 07
VITAS : Située à Agoè Assiyéy du côté ouest 22 25 63 43
MAWUNYO : Agoè-Sogbossito, route de Mission TOVE en face de la station OANDO 70 42 34 64
TAKOE : Avant la station CAP ESSO de Zongo (côté opposé) 22 34 03 42
BAGUIDA : Face CMS de Baguida 70 42 47 77
La FLAMME : D'AMOUR Sise à Agodeke route d'Aného 70 45 70 14

Bonne guérison

LE LIBÉRAL, c'est tous les lundis et mercredis chez votre marchand de journaux

Lutte contre la corruption et infractions assimilées : HAPLUCIA ira-t-elle jusqu'au bout ?

La Haute Autorité de Prévention et de Lutte Contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA) vient de valider un plan stratégique qui va guider des actions sur la période 2019-2023.

d'endiguer ce mal que constitue la corruption dans notre pays.

Entre autres chantiers majeurs et prioritaires issus du plan stratégique 2019-2023 de la HAPLUCIA, la mise à jour du cadre juridique et institutionnel pour lutter

dans le cadre des divers détournements de fonds et de malversations financières dans les comptes de la dernière CAN des Éperviers du Togo, ainsi que ceux de la construction de la route Lomé-Vogan.

Longtemps critiqué pour



Ce plan, à en croire le premier responsable de la HAPLUCIA, M. M. Essohana Wiyao, définit les différentes stratégies et moyens d'actions, les lignes directrices que l'institution suivra durant les prochaines années. Il est axé pour un premier temps sur le renforcement et la sensibilisation des différents acteurs sur l'ensemble du territoire sur la nécessité

contre la corruption, l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de la lutte contre la corruption, redynamisation du cadre de concertation des acteurs publics, privés et de la société civile sur la corruption.

La haute autorité escompte par ailleurs mener des actions en justice contre les auteurs d'actes de corruption

sa lenteur, tous les regards sont braqués sur HAPLUCIA d'aucun s'interroge d'ailleurs sur sa capacité d'agir en toute liberté et indépendance. Il faut dire que des soupçons de corruption pèsent sur plusieurs personnalités, sont-ils accusés à tort ou raison, on devra être situé dans les prochains jours on l'espère bien.■

Démocrate



En marge du sommet de l'UA: Le Ministre Robert Dussey fait le point sur le MUTAA

Les travaux du 32ème sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine se sont déroulés du 10 au 11 février à Addis-Abeba. Le Président de la République, Faure Gnassingbé qui n'a pas pu effectuer le déplacement de la capitale éthiopienne, s'est fait représenter par son ministre des affaires étrangères, Robert Dussey.



Ce dernier a présenté lundi au nom du Chef de l'Etat, le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du MUTAA (Marché unique du transport aérien en Afrique). Le projet MUTAA avait été confié au Président togolais en janvier 2018.

Faure Gnassingbé avait été désigné par ses pairs « champion du marché unique africain » et avait la lourde responsabilité de conduire le processus d'exécution du MUTAA qui est devenu 20 ans après, une réalité après l'adoption de la

décision de Yamoussoukro sur la libéralisation du transport aérien en Afrique. Le rapport présenté par le ministre Dussey part du constat selon lequel, plus d'un demi-siècle après les indépendances, la part des compagnies africaines ne représentent qu'environ 3% du marché aérien mondial. Même dans l'espace aérien africain, la part des compagnies africaines reste marginale parce que la plus grande partie du trafic aérien est toujours assuré par des compagnies

étrangères.

Malgré les progrès réalisés ces dernières années par certaines compagnies du continent telles que Asky, Ethiopian Airlines, Egypt Air ou Aire Côte d'Ivoire une grande marge de croissance existe encore et attend d'être exploitée.

Avec la mise en œuvre du MUTAA, la part de marché des compagnies africaines devraient s'élargir. Il devrait également réduire les coûts des obstacles réglementaires à l'interconnexion des villes,

harmoniser les accords sur les services aériens entre les Etats, renforcer les capacités des Etats membres et des cellules de coordination du projet, a indiqué Robert Dussey.

Durant les douze mois écoulés, le Président Faure Gnassingbé a fait des plaidoyers en vue de convaincre les pays qui sont encore réticents à adhérer au marché qui devrait créer 300 000 emplois directs et 2 millions d'emplois indirects, selon le président de la commission de l'UA.

Il convient de préciser qu'à ce jour, sur les 54 pays membres de l'UA, 28 seulement ont signé l'engagement solennel de faire partie du MUTAA. Il s'agit notamment, de l'Afrique du Sud, du Bénin, du Burkina Faso, du Botswana, du Cap vert, du Cameroun, de la République Centrafricaine, de la République du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Eswatini, le Gabon, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le

Libéria, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, la Sierra Léone, du Tchad, du Togo et du Zimbabwe, révèle-t-on dans le rapport.

Le chef de la diplomatie togolaise, au nom du Président de la République togolaise a félicité les Etats qui ont décidé de s'engager dans l'aventure MUTAA et a appelé les 27 autres Etats membres de l'UA à rejoindre ce marché unique qui va à terme libéraliser l'aviation civile sur le continent. Pour ce faire, le Président Faure Gnassingbé, s'est proposé d'intensifier la sensibilisation auprès de ces Etats afin de leur permettre d'adhérer au processus afin d'atteindre à la fin de cette année 2019, 40 membres et 55 d'ici 2021.

Notons enfin que dans l'exécution de son mandat à la tête du MUTAA, le numéro 1 togolais s'est employé à placer l'agenda de Yamoussoukro au cœur de ses actions en vue de permettre au continent africain de faire face au concurrence déloyale des principales compagnies aériennes mondiales. ■

Source: autogo.tg

Santé : Un hôpital ultra moderne bientôt en pleine capitale

Longtemps critique pour ses structures hospitalières en déconfiture, le Togo s'apprête à se lancer dans un projet gigantesque, celui de la construction d'un hôpital de référence.

Sur un domaine de soixante mille (60.000) mètre carré en plein cœur de Lomé, il sera érigé un hôpital ultra moderne de référence avec une couverture sous-régionale et des offres de soins à moindre coût et accessibles aux populations togolaises et celles des pays voisins. Onze mille (11.000) mètre carré seront entièrement



Prof Moustapha Mijiyawa, ministre en charge de la Santé

occupés par les installations hospitalières et sept mille (7.000) mètre carré seront aménagés en infrastructures hôtelières intégrées au complexe.

Telle est l'infrastructure de haut standing de niveau 4 qui sortira dans les prochains mois de terre à Lomé et dont la pose de la première pierre s'effectuera ce vendredi 15 février 2019 en présence des plus

hautes autorités togolaises, des partenaires sur le projet, de divers invités et des communautés bénéficiaires.

L'hôpital s'appellera Saint Pérégrin, du nom de ce saint, qui est prié pour les maladies incurables et offrira dès sa mise en service, une capacité de quatre vingt mille (80.000) consultations par an et de dix mille (10.000) hospitalisations

Suite à la page 4



4 Actualité



Interview Dr IHOU David :

Dr IHOU David : « la C14 devrait avoir au moins 35 Députés si... »

Le Libéral : Bonjour Dr, nos lecteurs veulent vous connaître davantage, présentez-vous alors

Dr IHOU : je m'appelle IHOU David Komi Biessou, je suis dermatologue, allergologue spécialiste des IST, politicien de famille, mon grand père a été un homme politique, je tiens en premier ma profession que j'exerce avec joie et puis vient ma vie d'un homme politique.

J'ai été Ministre de la Santé pendant la transition et après le coup de force des militaires au temps d'Eyadema, j'ai assumé l'intérim du ministère de l'intérieur pendant plusieurs semaines avant de le confier au représentant du pouvoir d'EYADEMA, j'ai quitté le pays en 1993 pour le Bénin où j'ai fait quatre ans avant d'aller en Hollande pour revenir en 2007.

Le Libéral : Quel regard portez-vous sur la situation actuelle du pays?

Dr IHOU : J'ai toujours écrit sur la situation politique du pays, je le dis souvent, les gens ne vont pas aux informations, si tu écris quelque chose qui va dans l'intérêt du pouvoir



on te dit tu travailles pour le pouvoir, j'ai écrit plusieurs lettres ouvertes au Président de la République pour évoquer certains problèmes avoir 30 ministres pour un petit pays comme le Togo c'est absurde, même aux États Unis les Ministres ne dépassent pas 15 Ministres, au temps de Koffigoh nous étions seulement 17 Ministres à gérer la transition, et nous avons bien travaillé.

Pour l'opposition pour avoir l'alternance c'est simple, par consensus et compromis l'opposition togolaise peut y arriver. Toute l'opposition réunie peut avoir l'alternance avec quelqu'un qui est accepté par le peuple. Nous avons perdu du temps avec les marches, de l'argent, plusieurs centaines de milliards

sont partis dans la fumée sans avoir un gain de cause, il y a seulement une seule façon de faire partir un Président, c'est lorsque il a commis un crime et il est destitué par la Haute cour de justice. Mais nos amis de l'opposition n'ont rien compris et ils sont aujourd'hui les grands perdants de ces élections.

A la veille de ces dernières élections législatives, la C14 avait 25 Députés et d'après même un sondage, la C14 devrait avoir au moins 35 Députés si elle avait accepté d'aller aux élections, mais cette opposition a fait le mauvais choix. Le boulevard est ouvert pour le pouvoir, tous les projets seront rapidement passés à l'Assemblée Nationale.

Le Libéral : Depuis le 20 Décembre dernier le

Togo a une nouvelle équipe parlementaire, faites-vous confiance à ces nouveaux députés élus?

Dr IHOU : Le problème n'est pas de faire confiance à qui que ce soit, ce sont des Députés élus, c'est à eux de jouer leur partition presque tous ceux qui sont à l'Assemblée Nationale ont de bons parcours professionnels, l'essentiel est d'avoir la volonté de servir son pays, et de savoir ce qui est bon pour le pays, par exemple en tant que Médecin, nous avons présenté un projet de loi au Président de la République, le Projet s'appelle ASSURANCE MALADIE GENERALISEE, c'est une assurance qui doit couvrir tout le monde y compris le Chef de l'État, dans ce projet il y'avait un chapitre qui disait, Assurance maladie généralisée du paysans au Président de la République, parce qu'il y a des maladies même si nous avons l'argent on ne peut pas s'en sortir, parce qu'il faudrait avoir un médecin spécialisé, et les structure sur place doivent être équipées, autrement dit les députés doivent penser à la

population et à eux même, ils doivent réfléchir et travailler pour le bien-être des populations. Ils doivent oublier leur appartenance politique et servir le peuple, ils seront sanctionnés par ce même peuple lorsqu'ils vont échouer dans leur mission.

Le Libéral : Demain vous présenterez votre livre consacré sur le diabète, parlez-nous un peu de cette maladie

Dr IHOU : Le Diabète est une maladie qui touche presque tout le monde dans le monde entier et qui cause d'énormes problèmes à nos populations.

Par exemple, en France on ampute plus de 3000 jambes chaque année, donc nous avons réfléchi pour voir comment nous pouvons lutter contre cette maladie, dans ce livre nous avons parlé des aliments à consommer, quel régime adopté quand on est déclaré diabétique, je laisse le choix à vos lecteurs de découvrir ces choses dans ce livre qui sera à 3000FCFA dans les pharmacies.■

Une interview réalisée par Cyrille Sablassou

Santé : Un hôpital ultra moderne bientôt en pleine capitale

Suite de la page 3

chaque année.

L'hôpital saint Pérégrin qui deviendra réalité dans quelques mois, puisque les travaux vont aussitôt démarrer, disposera d'un plateau technique qui permettra d'offrir essentiellement des soins d'excellence et de

répondre de manière adéquate aux problèmes de santé posés par les patients. C'est en réalité un cadre de travail de haut niveau, aligné sur les critères et les standards internationaux avec un environnement propre et rassurant.

De toute évidence, une

fois réalisée, l'infrastructure sanitaire de référence qui sera l'une des plus grandes de la sous-région, sera une fierté nationale. Mais pas que ça ! elle va rendre l'accès aux soins de santé plus facile pour un grand nombre, réduire de manière sensible le taux de mortalité et de

morbidity, renforcer l'équité dans l'accès aux services de soins de santé et surtout réduire les évacuations sanitaires souvent très onéreuses. Sans oublier qu'elle occasionne aussi la création d'emplois directs et indirects.

Le projet de construction

de cette infrastructure s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan national de développement 2018-2022 notamment en son troisième axe. Cet axe qui projette de consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion.■

La Rédaction



Retrait des passeports des fonctionnaires de police : **Ce qu'il faut comprendre**

Depuis quelques jours, le ministère de la sécurité a ordonné au Directeur Général de la police nationale de retirer tous les passeports des agents qui sont revenus des missions. Cette décision est diversement interprétée par l'opinion nationale, mais c'est juste une mesure conservatoire. Voici les explications.

Il faut savoir que c'est le ministère qui débourse les fonds pour l'établissement des passeports à tous les agents qui doivent effectuer des missions hors du pays. Ce document reste propriété de l'État togolais.

Etselon le code de l'armée un agent des forces de

l'ordre ou de sécurité ne peut se faire établir un passeport sans autorisation de son ministre de tutelle.

Selon nos recoupements, deux agents de la police nationale auraient profité du visa américain qu'ils auraient eu quand ils seraient en mission en Haïti pour désertier et se

retrouver aux États Unis. Ce sont des mesures conservatoires.

Par contre, le Gouvernement togolais n'a jamais interdit les départs des agents ou cadres des FAT. C'est tout une procédure qu'il faut respecter.

Nous avons dans ce pays



Gal Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

des militaires qui sont devenus des députés TAAMA.■

aujourd'hui, nous évoquons le cas du

Cyrille Sab

Lute contre la crise alimentaire dans l'espace CEDEAO: **Vers une réserve régionale de sécurité alimentaire**

Pendant les périodes de sécheresse, plusieurs pays en Afrique de l'Ouest sont le plus souvent confrontés à des crises alimentaires. La CEDEAO a réfléchi à la question et a conçu un projet dénommé Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA). Ce projet est destiné à gérer les périodes de soudure dans ces Etats membres.



Il est financé par l'Union européenne et vise à accompagner le réseau des structures publiques (sociétés d'État, agences, offices, commissariats, etc.) en charge de la gestion des stocks nationaux dans chaque pays membre. Il s'agit du réseau

dénommé « RESOGEST ».

Les principaux responsables dudit réseau se sont retrouvés au cours d'un atelier le vendredi 8 février dernier à Lomé. Cette rencontre a permis aux participants de décider de la mise en place de

trois lignes de défense pour faire face à des crises alimentaires.

Il s'agit de disposer de stocks de proximité, de stocks nationaux, et de réserves régionales de sécurité alimentaire permettant de faire jouer la solidarité régionale en cas de crise

alimentaire majeure dans l'un des pays membres de la CEDEAO.

Présidant les travaux, le ministre togolais de l'Agriculture, Koutéra Bataka, a rappelé l'engagement du Togo à contribuer à faire jouer le principe de solidarité en cas de crise alimentaire. « Notre pays dégage des excédents céréaliers chaque année. Je ne doute pas que nous pourrions à l'avenir contribuer à l'approvisionnement de la réserve régionale de sécurité alimentaire », a-t-il indiqué.

Un engagement vivement salué par les instances du RESOGEST, dont son président Youssouf Maiga qui a appelé les autres pays à emboîter le pas au Togo. « Si tous les pays étaient comme le Togo, ce serait une grande avancée pour la sous-région », a-

t-il laissé entendre.

Grâce à la vision du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour le secteur agricole et les nombreux projets exécutés ces dernières années au profit de l'agriculture, le Togo est épargné par ce phénomène de crise alimentaire.

Mieux, le pays est devenu un contributeur régulier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à qui il vend ses excédents agricoles en cas de besoin dans la région.

Notons que le RESOGEST regroupe depuis 2017, les pays membres de la CEDEAO et du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS).■

La Rédaction



6 Actualité



Le HCRRUN: l'indemnisation a repris

Le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) a repris sa mission d'indemnisation des victimes des violences politiques au Togo dans le cadre du processus de réconciliation nationale.

L'opération qui est à sa deuxième phase prendra en compte les victimes non vulnérables de 1958 à 2005 des régions Maritime et Plateaux. Ainsi suivant le chronogramme, du 11 au 13 février 2019, l'équipe du HCRRUN dirigée par Awa Nana Daboya sera dans l'enceinte de la Mairie d'Aného pour l'indemnisation des victimes non vulnérables des préfectures des Lacs, Vo, et Bas-Mono.

Du 14 au 16 février 2019, l'équipe se rendra à Kpalimé pour les mêmes exercices avec les victimes non vulnérables des préfectures d'Agou, Kloto, Kpélé et Danyi.



Enfin, du 11 au 16 février 2019, les préfectures de l'Ogou, Haho, Anié, Est-Mono, Moyen-Mono, et de l'Akébou seront servies par l'institution dans les locaux des services des Affaires Sociales d'Atakpamé.

A cette occasion, le HCRRUN invite les

victimes concernées à se munir « soit d'un passeport, soit d'une carte nationale d'identité, d'un permis de conduire en cours de validité, ou à défaut, d'une carte d'électeur » pour bénéficier de ces indemnisations.

« La liste des victimes non

vulnérables concernées pour cette étape est disponible sur le site web du HCRRUN (www.hcrrun-tg.org), et affichée dans les bureaux des préfectures et des mairies des préfectures concernées », informent les responsables de cette institution.

Rappelons que le HCRRUN a lancé depuis le 27 novembre 2018 la deuxième phase du processus qui cette fois-ci prend en compte les victimes vulnérables de 1958 à 2005. Le début des opérations de cette seconde phase a été marqué, par l'indemnisation des victimes de Lomé.

Pour la réussite de cette seconde étape, le gouvernement a mis à la disposition du HCRRUN

une enveloppe de 5 milliards de FCFA. Comme au cours de l'étape précédente, ces victimes vulnérables bénéficieront non seulement de la prise en charge médicale et psychologique dont les frais seront entièrement assurés par le HCRRUN, mais également d'une indemnité financière conformément au montant fixé par la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR).

Rappelons enfin que le programme d'indemnisation des victimes des violences politiques est l'une des recommandations de la CVJR dont la finalité est de réconcilier les Togolais. ■

Désengorgement du port de Lomé: Un nouveau parking de 50 ha en projet

Un parc logistique multiservice de plus de 500 000 mètres carrés va être construit dans les jours prochains à Lomé plus précisément dans le quartier Adakpamé situé dans la banlieue Est de la capitale. La réalisation de cette infrastructure permettra de désengorger le Port de Lomé, devenu depuis 2018 le premier port en Afrique de l'Ouest devant les ports du Nigéria et du Ghana. Les études géotechniques ont d'ores et déjà démarré sur le site devant abriter le parc, a révélé une source gouvernementale.



« Ce projet est porté par Togo Invest et aujourd'hui, nous pouvons confirmer que les études géotechniques sont en cours sur le site, avec un financement français, et dans quelques

mois, les travaux pourront démarrer. », a laissé entendre, Kanka-Malik Natchaba, coordonnateur de la Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi des Projets prioritaires (CPES).

D'après Kanka-Malik Natchaba, l'infrastructure sera composée d'une route dédiée avec accès au port, d'un complexe de guérite sécurisée à la limite de la zone portuaire, un espace de

stationnement pour les camions, des infrastructures de base sur le site et autres installations appropriées (logistique et centre de contrôle, bureaux, logements et restaurants).

La réalisation de cette plateforme qui nécessitera à termes, des investissements estimés entre 40 et 60 millions de dollars, va donc résoudre le problème de parkings anarchiques auquel sont souvent confrontés les

autorités portuaires.

Selon le coordonnateur du CPES, le projet « s'intègre parfaitement dans l'axe 1 du PND », qui vise la mise en place d'un hub logistique d'excellence et d'un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région. Avec la place stratégique qu'il occupe dans la sous-région, le port de Lomé, seul en eau profonde de la sous-région a vu en seulement quelques années le volume du trafic des camions augmentés. Au premier semestre 2018, le trafic a atteint 72 630 camions, alors qu'il n'était que de 111 636 pour toute l'année 2017. ■

Source: autogo.tg






Spéciale
*fin d'année 2018**

JUSQU'À
-45%
sur le
DÉDOUANEMENT

- des marchandises*
- des véhicules

* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2018
* Marchandises sous douane en souffrance

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



À PARTIR DU 3 SEPTEMBRE 2018

APPELEZ SANS LIMITE LES NUMÉROS FIXES

4720 F/MOIS

POUR BOOSTER VOS AFFAIRES

LE MEILLEUR RÉSEAU DATA ET LES APPELS LES MOINS CHERS AU TOGO !




Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction
PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur
S. Didier

Infographie
JPB

Adresse
Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
Direct Sprint
Tirage
1000 exemplaires



8 Actualité

Sport /Football, violence à Dapaong et à Kabou :

La FTF veut ouvrir une enquête et traduire les fauteurs de trouble devant la justice

Depuis un moment nous avons constaté que les violences sont rares sur nos terrains. Et c'était quelque chose que nous avons tous salué, car un travail à fond a été effectué par les dirigeants des clubs et des responsables de la fédération togolaise de football. Mais la 16ème journée du championnat D1 au nord plus précisément à Kabou et à Dapaong a été marquée par le retour de la violence.

En effet, les matches Foandan contre DYTO et Gbikinti contre Gomido ont connu une violence inouïe soldée par des blessures, dégâts corporels et matériels.

Ces violences sur les arbitres ont amené l'Association des Arbitres professionnels du Togo à inviter ses membres à boycotter les matches des

prochaines journées du championnat au Togo.

Autrement dit, les hommes en noir craignent pour leur vie parce que souvent ils sont les premiers ciblés. C'est pour apaiser les tensions et faire revenir les arbitres sur la décision qu'ils ont prise concernant le boycott des prochains matches, que la FTF a fait sortir un communiqué qui

a retracé le film des violences observées sur les terrains au cours de cette 16ème journée, la FTF dans ce communiqué a condamné avec dernière rigueur ces cas de violence. Elle rappelle au public sportif qu'en aucun cas les terrains de foot ne doivent pas se transformer en ring, les terrains sont des lieux de joie et de fraternité.



Col Guy Akpovy,
Président de la FTF

Elle rappelle toujours dans le communiqué que bientôt une enquête sera ouverte en collaboration avec les autorités locales et faire rapidement traduire les responsables de ces

actes devant la justice, pour décourager ceux qui auront voulu emboîter leur pas. Que les victimes soient vite rétablies.■

Cyrille S.



**INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps
DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO**

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :**

- ☑ **AGOÈ,**
- ☑ **BAGUIDA,**
- ☑ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ☑ **FOREVER,**
- ☑ **ZONE PORTUAIRE,**
- ☑ **ABLOGAMÉ,**
- ☑ **KODJOVIAKOPÉ,**
- ☑ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ☑ **RÉSIDENTICE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.





**Du 21 Janvier
au 15 Février 2019**

**Grand jeu
Spécial St Valentin**

Jusqu'à 200.000 FCFA* à gagner !!!
*Dotations TMoney

PARTICIPEZ au JEU en envoyant H si vous êtes un homme suivi de votre âge et F suivi de l'âge de la femme avec qui vous voudriez correspondre et envoyez le tout au 990

EX : Pour un homme de 28 ans à la recherche d'une femme de 20 ans: H28F20 au 990

990

*Inscription par sms: 50 FCFA

Après votre inscription vous êtes intégrés à un groupe WhatsApp administré par Togocel



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

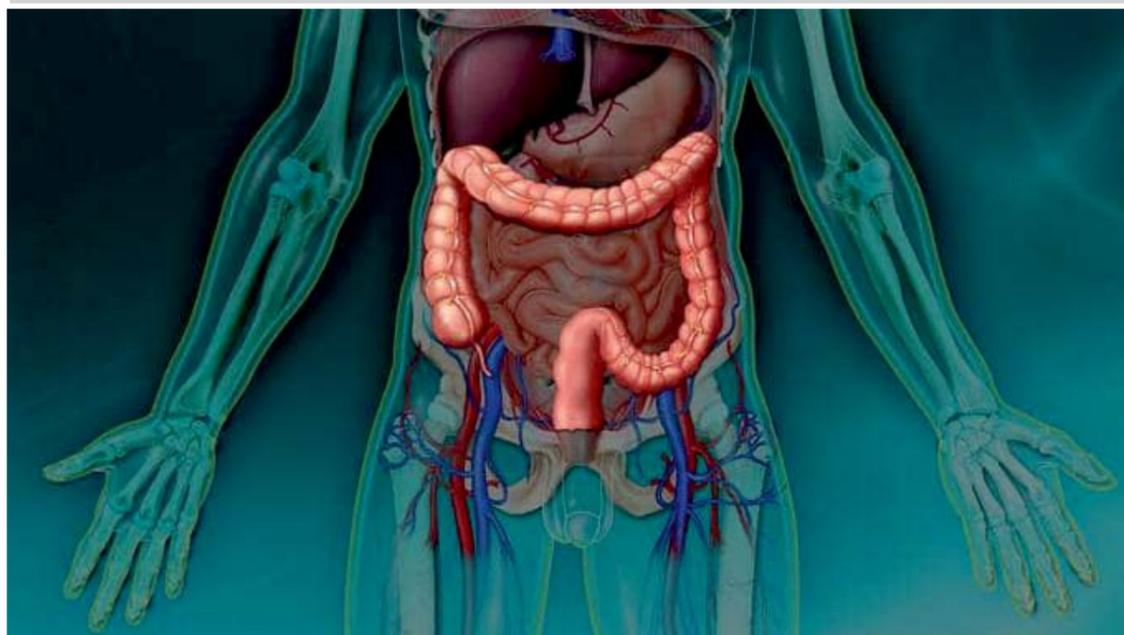
certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015



OPTION SANTE

Colopathie fonctionnelle : Qu'est-ce que c'est ?

La colopathie fonctionnelle, ou syndrome du colon irritable, est une anomalie de fonctionnement de la partie terminale du tube digestif. La colopathie fonctionnelle est un trouble de fonctionnement du côlon.



Il ne s'agit pas d'une pathologie à proprement parlé car il n'y a pas de cause connue à ces troubles digestifs et ils n'entraînent aucune conséquence grave. Cette atteinte représente un cas de ce qu'il est classique de nommer une maladie psychosomatique.

Le côlon, nommé aussi gros intestin, est une partie de l'intestin située entre l'intestin grêle et le rectum. Il termine la digestion des aliments, débutée dans l'intestin grêle, et participe à la formation et l'évacuation des selles.

Due à une hypersensibilité du côlon et à une réponse musculaire inappropriée de celui-ci, la colopathie fonctionnelle est à l'origine de douleurs dans le ventre, de constipation, de diarrhée ou de ballonnements. Bien que bénigne, elle peut se manifester de façon chronique entraînant une altération de la qualité de vie.

Ces troubles bénins de l'appareil digestif évoluent par poussées et souvent dans des contextes particuliers.

Ces symptômes sont très fréquents dans les pays occidentaux où l'on considère qu'ils représentent la moitié des motifs de consultations en gastro-entérologie. Ils apparaissent souvent autour de la trentaine et se manifestent plus chez les femmes que chez les hommes.

Longtemps considéré à tort comme une manifestation psychique en raison de l'absence de cause organique, ce syndrome semblerait toucher préférentiellement les personnes anxieuses, l'anxiété étant un des facteurs déclenchants plutôt qu'une véritable cause.

Cette maladie liée au tube digestif touche 10% de la population. Appelée aussi syndrome de l'intestin irritable, cette pathologie n'est plus tabou. L'identifier permet de mieux la combattre.

La colopathie fonctionnelle

Une affection enfin reconnue

Appelée aussi syndrome de

l'intestin irritable (SII), cette pathologie a longtemps été ignorée, voire dénigrée par les médecins car sans lésions visibles aux examens ni complications vitales. Reste que 10% de la population (surtout féminine) souffre de ces douleurs abdominales et troubles du transit pouvant altérer la qualité de vie au même titre que le diabète.

Les causes

Ce syndrome résulte d'un trouble de la motricité intestinale (trop fortes ou trop faibles contractions entraînant diarrhée ou constipation) et d'une

hypersensibilité viscérale qui rend douloureux le fonctionnement de l'intestin parce que le seuil de sensibilité de ses neurones est abaissé. Le tout favorisé par une altération du microbiote, notamment dans les SII diarrhéiques ou post-infectieux où les symptômes apparaissent après une infection bactérienne, type gastro-entérite aiguë.

Les symptômes

Ce sont des douleurs abdominales récidivantes au moins trois jours par mois, de façon chronique (depuis au moins trois mois), associées à un trouble du transit (forte constipation, forte diarrhée ou alternance des deux) qui caractérisent un SII. Ces manifestations classiques s'accompagnent souvent d'une digestion difficile, de ballonnements douloureux et de flatulences incessantes et sont suivies d'épisodes d'amélioration spontanée avant le retour de nouvelles périodes douloureuses. Et ce, sans qu'il y ait perte de poids ou d'appétit ou la moindre fièvre.

Le diagnostic

Bilans sanguins,

coloscopie, scanner ne révélant rien d'anormal, il dépend beaucoup de l'interrogatoire mené par le médecin en consultation. D'où l'importance de consulter à bon escient pour ne pas essayer un "mais non, vous n'avez rien!" et se tourner, faute de mieux, vers une automédication risquée ou un régime d'exclusion non approprié.

Le traitement

D'un point de vue nutritionnel, il consiste à limiter les aliments repérés comme déclencheurs dans les 3 heures suivant le repas: fibres insolubles (blé entier, choux...), alcool, lait, édulcorants, épices fortes, repas riches en graisses, Fodmaps...

Et parfois à envisager, au-delà des traditionnels antispasmodiques ou laxatifs, la prise de probiotiques ou encore d'antibiotiques et même d'antidépresseurs à faible dose qui, en agissant sur la production de sérotonine, combattent l'hypersensibilité intestinale. Stress et digestion étant liés, hypnose ou sophrologie peuvent faire partie de l'arsenal thérapeutique qui doit être personnalisé pour être efficace. ■

**LE GOUVERNEMENT
TOGOLAIS ENGAGÉ POUR
LA FORMATION DE
3000 JEUNES
EN ÉNERGIE SOLAIRE**



Présidentielle nigériane: Le mandat de Buhari à l'heure du bilan

Economie, lutte contre la corruption, sécurité étaient les grands thèmes de la campagne de Muhammadu Buhari en 2015. Les trois axes aussi de son mandat présidentiel. Quatre ans après la première transition démocratique de l'histoire du Nigeria, le bilan du chef de l'Etat sortant n'est pas reluisant.

C'est l'histoire d'un désenchantement. Elle commence en 2015. Après seize années de pouvoir exclusif du People's Democratic Party (PDP), une coalition de trois partis d'opposition - le All Progressive's Congress (APC) - émerge et porte aux nues un candidat du Nord, tant attendu après le décès au pouvoir d'Umaru Yar'Adua en 2010. Et qu'importe si l'ancien général est âgé et austère, il est, à n'en pas douter, cet homme à poigne qui remettra le pays dans le droit chemin. Les Nigériens se prennent alors à rêver.

« L'incorruptible » putschiste qui a su imposer de fortes mesures entre 1983 et 1985 va mettre un terme au mal qui gangrène le géant pétrolier depuis de très longues années. Le clientélisme va disparaître entraînant avec lui la fin du soutien des parrains politiques. Dans les songes les plus audacieux, le militaire va également terrasser l'insurrection des islamistes de Boko Haram, alors qu'une « révolution verte » garantit déjà aux 190 millions d'habitants une sortie de la dépendance au pétrole. L'homme providentiel n'a pas lésiné sur les promesses. Mais à l'heure du bilan : le constat est amer.

Une économie en berne

D'après le baromètre World Poverty Clock, le Nigeria est désormais le pays au monde qui compte le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (87 millions), devant l'Inde. Il faut dire que l'ancien général n'a pas bénéficié d'une conjoncture favorable. Peu après son élection, le prix du baril chute. Dans un pays où l'or noir compte pour 70 % des revenus de l'Etat et 90 % des revenus d'exportations en devises étrangères, les conséquences sont considérables.

Dès 2016, le Nigeria plonge dans la plus importante récession économique de ces 25 dernières années. En dépit d'une reprise à la hausse de la courbe en 2017, la croissance du géant ouest-africain demeure fragile. Selon le Bureau national



des statistiques (NBS), elle s'établit à 1,9 % pour l'année 2018, loin de la croissance à deux chiffres fantasmée au début de la décennie.

« La diversification de l'économie promise par le candidat Buhari en 2015 n'a pas eu lieu », analyse Benjamin Augé, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI). « Des efforts ont été faits sur la question minière et en dehors de quelques changements dans l'agriculture - qui avaient déjà été amorcés sous Goodluck Jonathan - le budget du Nigeria est presque toujours entièrement dépendant des recettes pétrolières. »

Impact direct : de longs retards de paiement des salaires des fonctionnaires et des augmentations de taxes dans certains Etats. Le ralentissement des exportations a entraîné une lourde pénurie de devises étrangères ce qui a favorisé l'inflation. Quant au chômage, il s'est envolé : 23,1 % au troisième trimestre 2018, selon les données publiées en décembre dernier par le NBS. Soit cinq points de plus qu'il y a un an à la même période.

Une lutte contre la corruption en demi-teinte

L'autre grande promesse du candidat Buhari en 2015, c'était la lutte contre la corruption. Mais là encore, le bilan n'est pas fameux. Selon l'indice établi par Transparency International, le Nigeria est classé 144 sur 180 pays en 2018. « La perception de la corruption n'a enregistré aucun progrès ni amélioration au sein de l'administration publique en 2018 », écrit l'ONG dans son dernier rapport. N'en déplaise aux autorités,

Muhammadu Buhari n'a pas mené la lutte contre la corruption comme il se devait », déplore Eze Onyekpere, directeur du Centre pour la justice sociale (CSJ), une ONG nigériane. « Il a transformé un enjeu national extrêmement populaire en une vendetta personnelle, une véritable machine à chasser les opposants politiques. Il suffit d'ailleurs de rejoindre les rangs de son parti l'APC pour être absous de tout soupçon de corruption. »

Dernier épisode en date de cette « chasse aux sorcières » : le procès du président de la Cour suprême. Fin janvier, le juge Walter Onnoghen - très critique vis-à-vis du pouvoir - a été accusé de ne pas avoir déclaré plusieurs comptes en euros, livres et dollars. Absent aux audiences de son procès devant le Tribunal du code de conduite (CCT), le plus haut magistrat du pays, qui peut intervenir en dernier recours pour juger les éventuels litiges électoraux, a finalement été suspendu par le chef de l'Etat sortant et remplacé par un homme du Nord, comme lui. « Une manœuvre inconstitutionnelle », selon les juristes. Un « acte digne d'une dictature », pour l'opposition, à la veille du scrutin.

Echec de la sécurité nationale

Peu après son élection en avril 2015, Muhammadu Buhari s'était fixé comme deadline le mois de décembre pour se débarrasser de Boko Haram. Promesse tenue : deux jours avant Noël, son ministre de l'Information, Lai Mohammed, déclarait à la presse qu'il pouvait affirmer « avec confiance » que « la guerre contre Boko Haram avait été largement remportée ». Des propos que l'administration Buhari n'a depuis jamais cessé de marteler. Allant jusqu'à déclarer avoir terrassé les islamistes. Dans les faits, « la guerre contre le groupe n'a jamais été gagnée et Boko Haram n'a pas disparu », note Laurent Fourchard, chercheur au Céri-Sciences Po, « même si le niveau de violence a

considérablement baissé : on est passé de 4 à 5 000 morts/an en 2015 à 400/500 morts/an. »

Dès le début du mandat de Buhari, les offensives répétées de l'armée nigériane ont permis la reprise de plusieurs localités aux mains des insurgés dans l'Etat de Borno, telles que Baga, Bama, Gamboru Ngala, etc. « Malheureusement, à partir du moment où les militaires reprennent une zone, ils ne la tiennent pas longtemps », décrypte Benjamin Augé. « Il y a de bout en bout, un problème de stratégie militaire et de moyens financiers alloués à l'armée (...) Il faut y ajouter un sérieux problème de compétence et de volonté de l'Etat qui tarde à se réinstaller dans les zones reconquises ce qui entraîne le retour des combattants de Boko Haram. »

Si le groupe ne contrôle plus de territoire, il dispose encore de bases opérationnelles dans les zones rurales du Nord-Est et sur le pourtour du lac Tchad. C'est là que serait notamment installé le Groupe de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) la branche de Boko Haram dirigée par Abou Mossab al-Barnaoui, le fils du fondateur de la secte, Mohamed Yusuf. Contrairement à la faction d'Abubakar Shekau, le jeune jihadiste de 25 ans cherche à s'attirer le soutien des populations en ne visant que les militaires.

Baga, Zari, Jilli, les attaques se sont intensifiées depuis juillet 2018 dans les Etats de Borno et Yobe. Assauts de casernes où de check-point : le bilan humain et matériel est lourd pour l'armée nigériane. Les insurgés, eux, renforcent leur arsenal et font resurgir le spectre d'un retour aux années noires. Un gros caillou dans la botte de l'ancien général. D'autant qu'aujourd'hui, l'insécurité n'est plus localisée. « On assiste à une expansion des violences à d'autres zones », décrypte Eze Onyekpere. « On a atteint un niveau de violence entre éleveurs et agriculteurs sans précédent dans la Middle Belt, sans compter ces gangs et autres bandits qui pullulent désormais sur l'axe Katsina-Zamfara. La situation semble relativement incontrôlable, se désolent l'avocat. C'est un échec patent. Buhari n'a pas fait mieux que ses prédécesseurs. » ■

Source : rfi.fr





RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



© Photographie : creativeboom

Concours Label PND

ouvert aux
togolais de

**+18
ans**

Dans le but de faire des citoyens togolais les véritables acteurs et bénéficiaires de toutes les actions du Plan National de Développement (PND) 2018-2022 du Togo, le gouvernement de la République togolaise lance le présent concours dénommé « MON LABEL PND ». Ce concours ouvert au grand public vise la création du logotype qui sera le label certifiant toutes les actions du Plan National de Développement du Togo.

Envoyez-nous votre proposition de logotype vectorisé à l'un des formats suivants : EPS, PDF ou JPG au plus tard le 14 février 2019 à 23h 59mn à l'adresse mail suivante : concourslabelpnd@republiquetogolaise.com

- Pour plus d'informations sur le PND, allez sur le site www.republiquetogolaise.com et cliquez sur l'onglet PND
- Retrouvez le règlement intérieur du jeu sur le site : www.republiquetogolaise.com

LOTS À GAGNER

1^{er} PRIX

1.000.000

2^{ème} PRIX

500.000

3^{ème} PRIX

300.000

